

**Groupe de travail thématique**  
**« Prise en compte de la GDE dans le secteur agricole »**

**Conclusions et recommandations**

---

Président : M. Nicola LAMADDALENA, CIHEAM-IAM.B  
Rapporteur : Mme Alessandra SCARDIGNO, CIHEAM-IAM.B

---

5 communications ont été présentées pendant la session :

- Une initiative vers les économies d'eau et vers une gestion durable de l'eau d'irrigation en Méditerranée, par A. Hamdy. Synthèse d'un programme d'action régional sur la gestion des ressources en eau conduit par le CIHEAM/IAM de Bari.
- Gestion de la demande en eau d'irrigation et changement institutionnel, l'expérience tunisienne, par M.A. BCHIR et M.S. BACHTA. Une analyse de la réforme institutionnelle de la gestion des ressources en eau en Tunisie. Les interactions entre différents acteurs ont été analysées. Les résultats obtenus et leurs limites ont été présentés.
- Gestion en commun des infrastructures d'un périmètre d'irrigation au Nord de la Tunisie, par M. MATHLOUTHI et F. LEBDI. La mise en oeuvre d'une approche de gestion participative dans le périmètre irrigué de Ras Jebel en Tunisie a été analysée. Les objectifs économiques (production et revenu), environnementaux (état des eaux souterraines) et sociaux (réduction des conflits) ont été pris en compte dans l'analyse.
- Outils de modélisation avancés pour une évaluation intégrée des politiques de l'eau et politiques agricoles, par M. BLANCO. Les effets combinés de la PAC (Politique Agricole Commune) et de la Directive Cadre sur l'Eau ont été analysés dans 2 bassins versants en Espagne, en termes de réduction de la demande en eau et de revenu des agriculteurs.
- Ador : un logiciel pour la gestion de l'eau dans les périmètres irrigués, par E. PLAYAN et al. Le logiciel Ador est présenté comme un outil d'aide à la gestion de l'irrigation dans les périmètres de la Vallée de l'Ebre et de prise en compte de toute l'eau utilisée pour l'irrigation via un système certifié de traçabilité.

Les principaux enseignements tirés des présentations et de la discussion ayant suivi peuvent être synthétisés en 3 points :

- **Intégration des objectifs de GDE dans les politiques agricoles.** Il est important d'intégrer les problématiques environnementales dans les politiques sectorielles en général, et dans les politiques agricoles en particulier. Ceci fait appel à de nouveaux outils pour le suivi et l'évaluation de l'efficacité d'une telle intégration afin de surmonter les difficultés existantes : disponibilité limitée des données, complexité des outils politiques, problème de l'échelle à considérer.
- **Les aspects institutionnels et le renforcement des capacités.** Un partenariat régional renforcé est nécessaire pour appuyer les initiatives pour la diffusion et le partage des connaissances sur la gestion de la demande en eau. Il est important de suivre de manière continue la mise en oeuvre et l'efficacité des réformes institutionnelles engagées dans certains pays méditerranéens.

Les nouvelles technologies pour l'information peuvent contribuer à améliorer la GDE à l'échelle du bassin. Leur efficacité peut être améliorée si des processus participatifs et endogènes sont mis en oeuvre pour construire des outils innovants pour la gestion de l'eau.

- **Améliorer la gestion de l'eau au niveau des associations d'utilisateurs de l'eau.** Les AUE doivent être davantage soutenues et des solutions adaptées au contexte local doivent être mises en oeuvre.

## RECOMMANDATIONS

- 1) Développer les actions de gestion de la demande en eau dans l'agriculture méditerranéenne en prenant en compte : les aspects techniques (nouvelles technologies et innovations) et les aspects de gouvernance (décentralisation, participation des usagers, éducation, formation) ;
- 2) Intégrer une GDE plus durable dans les politiques nationales (en identifiant clairement les priorités et responsabilités) et dans les politiques régionales sectorielles (agriculture, éducation, énergie) en tenant compte des conditions locales (i.e. : sécurité alimentaire pour les pays hors de l'UE) ;
- 3) Aller vers un "découplage" entre soutien à l'agriculture et production, découplage à considérer comme un outil effectif pour favoriser l'atteinte des objectifs environnementaux ;
- 4) Nécessité de diffuser et de partager les expériences (à la fois entre différents pays et au sein d'un même pays) en matière d'actions politiques de GDE dans tous les pays méditerranéens. Assurer une interface entre la science et la politique ;
- 5) Suivre les réalisations et impacts de la mise en oeuvre de différentes politiques en termes de GDE en identifiant des indicateurs appropriés, partagés et reconnus.